



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ISÈRE

<b>C.A.P.I.</b> Courrier arrivé	
Le	<b>02 JUL. 2012</b>
Copie	
Service <b>DGST-Infra</b>	

PJ = 0.

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement

Affaire suivie par : Gilles Gros

Tel : 04 56 59 42 24

Fax : 04 56 59 42 49

Courriel : gilles-jean.gros@isere.gouv.fr

Références : GG/PT

**Courrier Arrivé :  
Service DGST le**

**02 JUL. 2012**

Grenoble, le 25 juin 2012

**Direction Infrastructures**  
**/ 3 JUL. 2012**  
**Arrivé le**

Le directeur départemental des  
territoires

à

Monsieur le Président  
de la Communauté d'Agglomération  
des Portes de l'Isère  
17 Avenue du Bourg  
38080 L'Isle d'Abeau

Objet :

Commune : Ruy-Montceau

Pétitionnaire : Communauté d'Agglomération des Portes de l'Isère

Travaux : Création d'une voie nouvelle et aménagement de deux voies existantes

Monsieur le Président,

J'accuse réception du dossier concernant l'affaire visée en objet transmis par INGEDIA et reçu le 10 avril 2012.

Ce dossier appelle les observations suivantes :

- ↳ L'état initial du ruisseau de l'Enfer doit être décrit plus précisément.  
L'influence du projet sur la zone humide (page 15) et sur la zone Natura 2000 (pages 17 et 19) doit être également étudiée ; existe-t-il un corridor biologique etc.
- ↳ L'affichage des risques naturels sur le projet doit être précisée. Comment le projet prend-il en compte l'aléa « crues rapides des rivières » et l'aléa « inondation en pied de versant » (page 15). Le projet est-il susceptible d'aggraver l'aléa inondation par exemple en relevant la hauteur d'eau ou en accélérant les vitesses d'écoulement. Le règlement du PPRI autorise-t-il l'opération ? La route terminée ne fera-t-elle pas obstacle à l'écoulement des crues ? Le projet n'est-il pas concerné par la rubrique 3220 ?
- ↳ Les essais d'infiltration permettant d'estimer le coefficient d'infiltration à  $1 \times 10^{-5}$  m<sup>3</sup>/s (page 21) doivent être joints au dossier.

- ↪ L'engagement de l'Entreprise Muet de se déconnecter et de créer sa propre rétention doit figurer au dossier (page 21).
- ↪ D'une façon plus global, il manque un plan précis de la filière de gestion des eaux pluviales. Le texte (page 21) est difficilement compréhensible (ou se situe la parcelle n° 36 par exemple ?).
- ↪ La période de retour n'est-elle pas plutôt de 20 ans (zone résidentielle ?). Le bassin versant intercepté devrait être mieux décrit (page 21).
- ↪ Il manque un plan côté du bassin ainsi qu'un zoom sur les ouvrages d'entrée et de sortie (page 21).
- ↪ Les mesures correctives vis-à-vis du milieu naturel (§ 4.3.4) sont insuffisantes.
- ↪ Enfin, l'analyse des incidences des rejets dans le ruisseau de l'Enfert sont insuffisantes.

En outre, au titre de l'article R.122-2 du Code de l'Environnement, votre projet doit faire l'objet d'un examen au cas par cas pour déterminer si une étude d'impact est nécessaire. En effet, votre projet comprend la construction d'une route de longueur inférieure à 3 kms (rubrique 6d) du tableau annexé à l'article précité). Je vous adresse le formulaire Cerfa n° 14 734 \* 01 et sa notice explicative qu'il convient d'adresser à la DREAL au service CEPE.

Il conviendra de joindre l'étude d'impact ou de fournir le courrier de la DREAL précisant que le dossier est non soumis au dossier d'autorisation.

Restant à votre disposition pour tous renseignements complémentaires, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet de l'Isère et par délégation  
La Chef du Service de l'Environnement



Clémentine BLIGNY